

LE GOUVERNEMENT MANŒUVRE EN REcul

Le SNESUP vient de prendre connaissance ce mercredi en fin d'après-midi des déclarations du premier ministre et de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces déclarations témoignent de manœuvres en recul du gouvernement face à une mobilisation exceptionnelle du monde universitaire, qui se renforce malgré les vacances universitaires et qui touche tous les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Si le premier ministre ose plus clairement prononcer l'enterrement de la version actuelle du décret statutaire, il reste encore aux universitaires à faire prendre en compte l'ensemble des principes que la mobilisation déterminée porte : refus de l'alourdissement des services d'enseignement, prise en compte de l'ensemble des activités dans les services, reconnaissance du rôle du CNU dans la gestion des carrières, refus de l'arbitraire exercé par les présidents d'université –notamment en matière de promotions, de congés scientifiques. Les orientations gouvernementales persistent à s'inscrire dans une logique de primes, donc d'individualisation des conditions de travail et de rémunérations.

Le gouvernement est contraint de reconnaître les immenses besoins en personnels d'enseignement dans l'enseignement supérieur. Toutefois, le gel annoncé des suppressions d'emplois ne porte que sur les enseignants-chercheurs et ne marque donc aucune inflexion par rapport au budget 2009. De plus, le gouvernement ignore l'exigence d'un plan pluriannuel de recrutements.

Même s'il reconnaît la nécessité d'une formation complémentaire pendant l'année de stage, sans en préciser les modalités, le premier ministre s'obstine à ignorer la revendication majeure de retrait du projet actuel de dispositif de formation et de recrutement des enseignants (mastérisation). Les positions adoptées par plus de 85 % des universités en France, qui refusent de s'inscrire dans une logique de démantèlement de la formation et des concours, sont ignorées.

Aucune des déclarations du premier ministre ou de la ministre ne concerne les revendications essentielles portant sur les organismes de recherche et le contrat doctoral.

Le SNESUP mesure les quelques inflexions apportées aujourd'hui aux orientations gouvernementales. Elles ne lui semblent pas de nature à sortir de la crise. Le SNESUP précisera, après consultation de ses instances, sa participation éventuelle à la réunion prévue vendredi. D'ici là, il appelle à poursuivre la mobilisation et au succès des manifestations prévues demain en France.

Jeudi 26 février : Journée nationale de manifestations

Angers : 15 h, Préfecture - **Besançon** : 14 h, Place de la révolution vers le rectorat - **Chambéry** : 14 h 30, La Sasson - **Clermont-Ferrand** : 10 h, départ Site Gergovia, vers la préfecture - **Grenoble** : 14 h 30, Place de la gare vers la préfecture - **La Réunion** : Regroupement à 9h amphi 400 Lettres - Cortège vers le rectorat en passant par le boulevard sud - **Lille** : 14 h 30, Porte de Paris - **Lyon** : 14 h, Place des Terreaux - **Nancy** : Cérémonie de non-remise des maquettes au rectorat -Départ prévu vers 14h du campus lettres - Nancy 2 (arrivée 15h / 15h30 au rectorat) - **Nantes** : 15 h, Place de Bretagne - **Montpellier** : 14 h 30, Le Peyrou - **Orléans** : 10 h, Cathédrale, "Le plus de bruit possible pour que « Pécesse nous entende » - **Paris** : 15 h, Port-Royal, Cortège funéraire pour le « Non-enterrement de l'enseignement supérieur et de la recherche » au Panthéon. - **Reims** : Présidence vers rectorat - **Rennes** : 11 h, place de la gare - **Rouen** : 14, h St Sever, départ d'une procession jusque la mairie - **Toulouse** : 14 h, Place du Capitole - **Strasbourg** : 15 h (à confirmer) – départ parvis Fac de droit. Manif appel de l'AG étudiante du 24....